Autour de Popistes : entretien avec Pierre Jeanneret

Autor(en): **Clavien, Alain / Vallotton, François / Jeanneret, Pierre**

Objekttyp: **Article**

Zeitschrift: **Cahiers d'histoire du mouvement ouvrier**

Band (Jahr): **19 (2003)**

PDF erstellt am: **25.05.2024**

Persistenter Link: https://doi.org/10.5169/seals-520359

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Inhalten der Zeitschriften. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern.
Die auf der Plattform e-periodica veröffentlichten Dokumente stehen für nicht-kommerzielle Zwecke in Lehre und Forschung sowie für die private Nutzung frei zur Verfügung. Einzelne Dateien oder Ausdrucke aus diesem Angebot können zusammen mit diesen Nutzungsbedingungen und den korrekten Herkunftsbezeichnungen weitergegeben werden.
Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Die systematische Speicherung von Teilen des elektronischen Angebots auf anderen Servern bedarf ebenfalls des schriftlichen Einverständnisses der Rechteinhaber.

Haftungsausschluss

Alle Angaben erfolgen ohne Gewähr für Vollständigkeit oder Richtigkeit. Es wird keine Haftung übernommen für Schäden durch die Verwendung von Informationen aus diesem Online-Angebot oder durch das Fehlen von Informationen. Dies gilt auch für Inhalte Dritter, die über dieses Angebot zugänglich sind.

Ein Dienst der *ETH-Bibliothek*
ETH Zürich, Rämistrasse 101, 8092 Zürich, Schweiz, www.library.ethz.ch

http://www.e-periodica.ch

AUTOUR DE *POPISTES*. ENTRETIEN AVEC PIERRE JEANNERET

ALAIN CLAVIEN et FRANÇOIS VALLOTTON

Depuis plusieurs années, Pierre Jeanneret, collaborateur de la première heure des *Cahiers de l'AEHMO* et ancien président de notre association, travaillait à l'histoire du Parti ouvrier et populaire vaudois (POP). Cette recherche, réalisée notamment grâce à un subside du Fonds national de la recherche scientifique, a débouché sur un ouvrage, aussi volumineux que fouillé, paru l'an passé aux Editions d'en bas sous le titre *Popistes. Histoire du parti ouvrier et populaire vaudois 1943-2001*. Il est articulé en trois parties : la première expose les principaux jalons de l'histoire du POP en les replaçant de manière systématique dans le contexte du mouvement communiste suisse et international ; un deuxième angle d'approche s'intéresse à l'évolution organisationnelle et structurelle du parti ; enfin, un dernier volet analyse l'attitude du POP face à certains grands thèmes de société (question paysanne, défense nationale, environnement, féminisme, culture, etc.).

Pierre Jeanneret a pu nous présenter le fruit de sa recherche lors de notre dernière assemblée générale. Ainsi, plutôt que d'y consacrer un classique compte rendu, nous avons décidé d'en faire le prétexte à une discussion plus large qui prolonge quelques-unes des nombreuses thématiques abordées dans l'ouvrage. Notre entretien recouvre trois séries de questions : la genèse du livre et sa place dans le parcours d'historien de son auteur, la spécificité du POP en comparaison notamment avec certains partis frères ou d'autres organisations de gauche, l'apport du livre pour une connaissance plus générale du phénomène communiste.

Alain Clavien / François Vallotton : *Pourrais-tu rappeler l'origine de ce livre, pourquoi tu l'as écrit, comment il s'inscrit dans ton parcours d'historien ?*

Pierre Jeanneret : Il y a un enchaînement logique dans tout parcours historique, y compris le mien. Sans entrer dans les détails, je rappelle que mes premiers travaux furent des articles sur le Parti socialiste vaudois (PSV) dans la *Tribune socialiste vaudoise*, dont on a fait une brochure. Par la suite, le 100e anniversaire du Parti socialiste suisse (PSS) m'a lancé dans une étude plus longue sur Léon Nicole et la scission de 1939, qui a débouché sur un assez gros ouvrage. Puis vint ma thèse sur le socialisme vaudois à travers l'itinéraire politique de mon grand-père. Or, le dernier chapitre de cette biographie concernait les années 1945 à 1953, ce qui m'a amené, presque tout naturellement, à l'ouvrage *Popistes*.

Ces divers travaux m'ont ouvert des portes, ils m'ont fait connaître des gens, des informateurs qui ont été ensuite très utiles pour *Popistes*. Alors que si je m'étais lancé dans une étude totalement différente, il aurait fallu constituer un

nouveau réseau, entrer en sympathie avec des gens et cela prend beaucoup de temps. C'est une raison de plus pour creuser son sillon.

J'évoquerai encore une certaine proximité avec l'objet de ma recherche. Toute mon enfance et mon adolescence, bien que vécues dans un milieu de la bourgeoisie aisée, ont baigné dans l'idéologie de gauche. J'ai été très vite sensibilisé à l'injustice sociale, et à l'histoire de ceux qui l'ont combattue.

– *Par rapport à la production historique suisse sur ce thème de recherche très travaillé qu'est le parti communiste, comment caractériserais-tu ton livre ?*

– Je prendrai deux points de comparaison, le travail de Brigitte Studer et celui d'André Rauber, pour illustrer les spécificités de ma recherche. La thèse de Brigitte Studer (*Un parti sous influence. Le Parti communiste suisse, une section du Komintern, 1931-1939*, 1994) est l'ouvrage dont le mien se démarque le plus. Ce n'est pas une opposition idéologique, mais une différence d'approche, qui n'exclut pas bien sûr des points communs. Studer privilégie une analyse institutionnelle, démarche parfaitement défendable quand on s'occupe d'un parti affilié à une organisation dotée d'un appareil très important, mais démarche qui tend à faire des communistes suisses des pions désincarnés, des éléments d'une machine. Je ne cache pas qu'à sa lecture j'ai eu souvent l'impression d'un ouvrage un peu froid, ne prenant pas suffisamment en compte les idéaux, certes naïfs et manipulés, de ces êtres humains qui, après 8 ou 9 heures par jour de boulot, allaient mettre des tracts – dont on peut discuter la teneur – dans des boîtes aux lettres, qui pour certains ont été fichus dehors de leur entreprise à cause de leur engagement, etc. J'ai tenté de privilégier une approche plus sensible.

Avec Rauber (*Histoire du mouvement communiste suisse*, 2 volumes, 1997 et 2000), la relation est plus complexe. Une coïncidence a voulu que la rédaction de nos deux ouvrages ait été menée parallèlement, à l'insu de l'un et l'autre. J'ai été d'abord un peu ébranlé en découvrant cette situation. Ma propre recherche allait-elle faire double emploi ? Rapidement, j'ai pris contact avec Rauber et nous avons pu échanger sans réticence des informations. Nos deux ouvrages présentent évidemment des similitudes ; ma première partie, plus politique, diachronique, traditionnelle, correspond assez à ce qu'a fait Rauber. Comme j'avais lu son livre au moment où je terminais *Popistes*, j'ai essayé d'éviter les redondances trop manifestes, mais je ne pouvais échapper à certaines synthèses. Celles-ci se justifient-elles toujours ? J'enseigne au gymnase, je vois quelles sont les connaissances de la jeune génération, et je crois ces développements et ces mises au point événementielles nécessaires pour de nombreux lecteurs. Cela dit, il y a plusieurs différences qui font que les deux ouvrages ne sont pas interchangeables, qu'ils ne s'excluent pas mais qu'ils se prolongent utilement. D'une part, Rauber a été un membre actif du Parti du Travail (PdT) genevois et un cadre au niveau suisse. Il a un vécu de l'intérieur et a bénéficié de renseignements très personnels, en rapport intime avec son sujet. C'est un avantage qui comprend évidemment aussi des

risques. D'autre part, ce qui fait la spécificité et l'originalité de mon travail, c'est une démarche qu'on pourrait qualifier d'ethnographique. Bien sûr, je reconnais ici ma dette envers l'historienne française Annie Kriegel et son livre *Les communistes français* qui m'a souvent servi de modèle... Mais cette approche me permet d'apporter du nouveau sur des aspects souvent peu ou pas étudiés dans l'historiographie des partis politiques en Suisse. Je pense aux pages sur la nature du militantisme, sur les aspects festifs ou encore sur l'analyse du champ lexical des nécrologies écrites par André Muret...

Une autre spécificité de mon livre est le recours important à l'histoire orale. Parallèlement à mes recherches, j'ai entrepris de recueillir des témoignages de militants sur vidéo. J'ai développé une pratique et mis au point des méthodes auxquelles je me tiens : interviewer requiert d'abord une bonne connaissance préalable du sujet, du doigté, une capacité à mettre l'autre à l'aise, ne pas contredire, mais quand même canaliser l'interlocuteur vers ce qui m'intéresse tout en le laissant dire ce qu'il souhaite. C'est une entreprise qui me passionne, qui est en partie liée à mon ouvrage tout en étant un projet distinct. Jusqu'à présent, j'ai réalisé 22 ou 23 de ces enregistrements, qui sont un peu des «Plans fixes du pauvre»...

– *Venons-en maintenant à ton ouvrage lui-même. Sur le plan organisationnel, le POP donne l'image d'un parti moins centralisé que certains de ses homologues, les sections locales disposent d'identités relativement marquées.*

– Oui, avec des nuances, car il ne faut jamais oublier une perspective diachronique. Les sections ont eu une assez forte autonomie, entre 1943 et 1947, pendant la phase de constitution du parti. Ensuite, le poids du comité directeur a été beaucoup plus grand alors que le parti lui-même s'amenuisait et que l'on entrait dans une phase de repli, sectaire, stalinienne, bien que je pèse un peu mes mots car je n'ai cessé de dire que si le POP y a tendu parfois, il n'est jamais devenu un parti communiste – il n'y a jamais eu de cellules, etc. – toutes sortes de caractéristiques du parti communiste lui échappent. Et puis, avec l'effacement d'André Muret et surtout depuis les années Zisyadis, l'autonomie est redevenue très large.

Pourquoi cet aspect décentralisé, même dans les périodes que l'on pourrait qualifier de staliniennes ? La cause principale en est toute simple : c'est le système fédéraliste helvétique et la large autonomie communale. La deuxième raison est à trouver dans la présence de fortes personnalités qui, dans le système français, seraient toutes à Paris, mais qui, avec notre système politique, sont actives surtout au niveau local. Je pense par exemple à un Forel à Nyon ou bien à Marianne Huguenin ou Adrien Miéville à Vevey. La comparaison avec Genève est à cet égard éclairante. Genève est un canton-ville. Le poids de Jean Vincent y était supérieur à celui de Muret dans le canton de Vaud ; de même, l'influence des anciens communistes autour de Jean Vincent était aussi particulièrement forte et les sections locales étaient mieux tenues en main. Voilà pour l'aspect relativement décentralisé...

– *Quel est le rôle d'André Muret, membre de la bonne société lausannoise, qui a de nombreux contacts dans le monde de la culture ? Sa présence à la tête du POP a-t-elle contribué à une intégration spécifique du parti dans la vie politique vaudoise ? Aurait-elle contribué à « rassurer » d'une certaine manière ?*

– Je trouve l'hypothèse intéressante et originale. Cela m'avait échappé. Je suis plus dubitatif quant au rôle de ces contacts avec le monde de la culture comme facteur d'intégration. Pourquoi ? Lesdits milieux de la culture étaient des milieux plutôt marginaux par rapport à la culture officielle ; si l'on songe à Edmond Gilliard, René Auberjonois, Géa Augsbourg, Henri Debluë, Yves Velan, ce n'étaient pas précisément des écrivains et artistes de l'officialité. Mais l'hypothèse reste vraie. D'abord par son apparence vestimentaire. Muret était toujours en cravate, il y avait un code vestimentaire qu'il ne reniait pas du tout. Il avait par ailleurs les codes langagiers d'un certain milieu social, notamment par son passé bellettrien, et puis ses goûts très classiques en matière de musique. Par tous ces codes, Muret était de plain-pied avec ses adversaires politiques. D'où des critiques de toute une nouvelle génération de militants, notamment Udry, qui s'en est pris un jour à la télévision à un Muret qui devisait agréablement avec les bourgeois avec lesquels il avait à débattre. Pour Udry, c'était une compromission de classe.

– *Pourrait-on aller jusqu'à dire que les milieux bourgeois ne pouvaient pas vraiment avoir peur d'un homme qui leur était culturellement si proche ?*

– Non, ce serait trop dire. Que je sache, Marx et Lénine étaient toujours habillés en « costume-cravate », certains grands révolutionnaires pouvaient avoir des goûts bourgeois, mais manier un langage révolutionnaire. Cependant, et même si je me méfie des discours sur « l'âme vaudoise », il y a quelque chose à relever, c'est le refus des extrêmes qui caractérise les Vaudois. En 1956, il est frappant de voir dans la *Gazette de Lausanne*, ou chez un Chevallaz, des holà contre la spirale maccarthyste.

– *Pourrais-tu esquisser l'évolution du parti sur un plan sociologique ? A partir de quand le POP n'est-il plus un parti ouvriériste ?*

– Il ne faut pas confondre parti ouvrier et parti ouvriériste. Le premier terme relève de la sociologie, le deuxième de l'idéologie, l'ouvriérisme étant la croyance que le prolétariat est par essence porteur de valeurs révolutionnaires… Oui, le POP a été longtemps ouvriériste, charriant le portrait mythique de l'ouvrier solide, franc, à la poignée de main virile, un peu rude mais plein de cœur, totalement dévoué à la cause, que vous trouvez dans les romans d'Aragon ou de Roger Vailland, et fortement aussi dans les nécrologies écrites par André Muret. Celui-ci était un homme très intelligent, est-ce que lui-même se représentait l'ouvrier comme cela ? Ne flattait-il pas certains stéréotypes qui étaient très ancrés dans la classe ouvrière ? Ouvriériste, le POP l'est resté trop longtemps alors que la classe

ouvrière suisse – c'est une évidente réalité sociologique – tendait à s'amenuiser sinon à disparaître. Actuellement, le POP prétend rassembler des fonctionnaires (c'est assez nouveau), notamment les enseignants, les exploités dans un sens large, des petits paysans (voir les bons scores de Zisyadis dans les campagnes), ratisser donc très large avec évidemment le risque de populisme.

Alors, le POP est-il encore un parti « ouvrier et populaire » ? Ma réponse serait : ouvrier de moins en moins, ou alors ce sont des ouvriers à la retraite, mais populaire oui, dans la mesure où il continue à défendre les plus déshérités, les vendeuses mal payées, très peu syndiquées, les rentiers au minimum de l'AVS, tous ceux qui sont menacés par la précarité, le quart-monde. Cela dit, chacun sait qu'il faut différencier ces cercles concentriques : les cadres, les militants, les électeurs. On peut dire qu'aujourd'hui la base militante ne correspond pas exactement à ceux que le POP défend, il y a très peu de vendeuses au POP, très peu d'ouvrières de l'Ouest lausannois, ou de gens du quart-monde... Je ferais donc une différence entre la base militante et le milieu que défend le POP.

– Comment expliquer que le POP ait pu globalement garder une certaine attractivité, en dépit des scissions à l'intérieur, de l'évolution de la situation internationale à l'extérieur ? Dans ton ouvrage, tu insistes beaucoup sur des facteurs endogènes liés entre autres à la vie quotidienne des militants ou à une certaine forme de culture partisane. Mais peut-on analyser cette question sans mettre davantage en relation l'évolution du parti d'une part, les caractéristiques de l'évolution de la société vaudoise et helvétique dans l'immédiat après-guerre d'autre part ?

– L'évolution de la situation internationale n'a pas fonctionné à sens unique, c'est-à-dire dans un sens négatif. Bien sûr on observe une chute du nombre des militants au moment de l'apogée de la guerre froide, mais celle-ci est moins liée au contexte extérieur qu'aux conséquences helvétiques de cette situation, à savoir les mesures contre les fonctionnaires en 1950 (s'il n'y a pas eu beaucoup de cas numériquement, la menace était toutefois bien réelle) ou bien le licenciement de militants comme Ernest Décosterd ou Jean-Louis Miéville. Mais, dans l'autre sens, un regain d'influence du POP est perceptible lors des périodes de détente. On a pu croire après 1956 que le parti était fini ; cela a été largement vrai en Suisse allemande (à l'exception de Bâle), mais on constate, en considérant les résultats des élections, que la perte d'influence consécutive aux événements de Hongrie est compensée par une remontée assez forte en 1966, période marquée par la vie chère, l'inflation, et une certaine détente internationale après 1962.

Deuxièmement, une forte sociabilité militante a contribué à « resserrer les rangs ». De manière certes inégale suivant les sections. On peut souligner notamment le rôle important des fêtes ou kermesses dans une commune comme Renens...

Enfin, le maintien de l'attractivité du POP est aussi à mettre en relation avec

l'évolution du Parti socialiste. Celui-ci a eu tendance à incarner un parti de fonctionnaires relativement aisés, dont la situation est peu précaire. J'ai été personnellement choqué – et c'est ce qui m'en a détaché – de son acceptation de l'augmentation de l'âge de la retraite des femmes, y compris, on le sait bien, pour les ouvrières de certains secteurs, fatiguées et mal payées. Je crois que le POP, en dépit des crispations que peut susciter tel ou tel de ses dirigeants, est en ce sens fidèle à un certain idéal de défense des plus déshérités qui a contribué à maintenir sa spécificité et son attractivité.

– Parti de terrain sur le plan culturel et associatif, le POP est actif au sein de différentes organisations (par exemple l'AVIVO) ou comme relais de certains « nouveaux mouvements sociaux » depuis le début des années 1970. Cette activité sur plusieurs niveaux a-t-elle contribué à lui redonner de l'élan ou a-t-elle constitué au contraire un facteur de dissolution, d'éparpillement des forces ?

– Il faut distinguer. L'AVIVO, par exemple, est typiquement un relais qui a permis d'accroître l'influence du POP, en l'occurrence dans les milieux de retraités. Je n'entends pas par là que son activité relève d'un pur calcul « électoraliste » – bien sûr il y en a aussi – mais le POP a été assez habile pour ne pas faire exclusivement de la propagande politique au sein d'une association qui comprend des gens largement apolitiques. Pour d'autres groupements, le « bénéfice » politique est plus incertain ; ainsi, en voulant ratisser large, le Parti a pu se dissiper dans des combats certes importants (soutien aux prisonniers, aux gays et lesbiennes, aux sans-papiers) mais en oubliant sa clientèle de base, une population helvétique disposant d'un niveau de vie minimal. Le problème du POP est commun à toutes les formations de gauche : parvenir à un équilibre entre la défense de sa base électorale traditionnelle et celle de groupes plus marginaux – qui, le plus souvent, ne votent pas.

– Tu parles beaucoup de l'extrême gauche dans ton ouvrage en accordant notamment une place importante aux circonstances de la fondation de la Ligue marxiste révolutionnaire (LMR). En revanche, le PSV est assez peu présent. Si les frontières avec d'autres composantes de l'extrême gauche semblent poreuses (voir l'itinéraire d'un Gaston Cherpillod), qu'en est-il de celles avec le PSV ? Peut-on dire que le POP est fort quand le PSV est faible et réciproquement ?

– Je dois quand même récuser le reproche selon lequel je ne parle presque pas du PSV. J'y consacre une assez large place à propos de la scission de 1939, entérinée en 1943, puis au moment du coup de Prague de 1948 ou lors de la guerre d'Algérie. Mais il est vrai que les rapports entre les deux principales formations de gauche vaudoises sont traités de manière marginale. Quant à la question des transfuges, il y en a eu certes, mais ils sont rares. On peut citer ainsi les cas d'Arthur Maret qui passe de la Fédération socialiste suisse (FSS) au PSV tout en

restant assez proche du POP, de Robert Jordan – appelé souvent le « renégat » – qui avait fait sa carrière dans le POP avant de devenir municipal à Lausanne puis d'entrer au Parti socialiste en 1953. A la fin des années 1940 et dans les années 1950, quelques passages s'expliquent soit par des raisons de carriérisme, soit par la volonté de poursuivre un combat de gauche avec de meilleures chances d'aboutir. Ce n'est plus guère le cas par la suite.

La question de l'évolution des rapports de force entre le PSV et le POP est plus délicate. Pour y répondre avec exactitude, il faudrait étudier en détail les résultats électoraux. L'hypothèse semble vérifiable dans certaines situations particulières, comme la période 1943-1947 où le POP est en concurrence directe avec le PSV vu la situation de scission, ou comme en 1956 lorsque certains militants, choqués par l'intervention de Budapest, passent au PSV tout en restant souvent très critiques. De manière plus générale, j'ai l'impression plutôt qu'il y a poussée ou recul conjoint des deux formations. Par exemple dans l'immédiat après-guerre, on a parlé souvent de « vent de l'Est », l'expression valant pour les deux partis. Au milieu des années 1960, dans un contexte d'inflation et de relative détente idéologique, il y a plutôt progrès du PSV et du POP dans les mêmes élections. Et puis, il y a le cas des votations où très souvent les deux partis font cause commune ; prônant les mêmes consignes de vote, ils se prennent parfois une « baffe » commune.

– Les spécificités du POP – un parti à l'audience locale et très minoritaire – rendent la comparaison avec l'évolution de formations communistes contemporaines sur le plan international relativement périlleuses. Dans quelle mesure retrouve-t-on toutefois au sein du POP certains mécanismes ou modalités de fonctionnement décrits par les spécialistes comme inhérents au mouvement communiste : le fonctionnement non démocratique à l'interne, l'aveuglement à l'externe, l'anti-intellectualisme, le progressif décalage avec la jeunesse ?

– Le fonctionnement non démocratique du parti est aussi patent dans le Parti suisse du Travail (PST) que dans le POP. Cela dit, sans vouloir banaliser, est-ce que le fonctionnement des autres partis suisses des années 1950 et 1960 était si différent ? Le PSS, sous la main de fer de Walther Bringolf, était largement muselé. Dans le parti radical vaudois, bien tenu en main par Chevallaz notamment, les assemblées votaient presque à 100 % à main levée. On ne parle jamais de cela ; pourtant le principe dominant de la vie politique de ces années-là se résumait un peu à la formule « se soumettre ou se démettre ». Pour revenir au POP, ce fonctionnement antidémocratique s'est nettement atténué depuis, et la critique est parfaitement infondée aujourd'hui.

Quant à l'aveuglement des dirigeants, j'aurais tendance à être plus sévère, dans la mesure où l'idée d'aveuglement implique une certaine désinformation, voire l'ignorance chez les principaux concernés. Or, les dirigeants du PdT avaient des renseignements précis sur les procès staliniens (Vincent notamment par Artur London). André Muret avait pour sa part des réticences fortes envers le réalisme

socialiste en art, qu'on lui infligeait lors de ses visites en URSS ; il a connu aussi un immense désarroi en 1956 et surtout en 1968. Mais peut-on parler d'aveuglement ? J'utiliserais ce terme pour la base, qui a cru les dirigeants sur parole ; quant à ceux-ci, ils se sont tus. Leurs raisons étaient en partie défendables : il ne fallait pas diviser le camp socialiste dans ce monde bipolaire qu'on a oublié aujourd'hui, surtout au moment du maccarthysme ou de la guerre du Vietnam.

La notion d'anti-intellectualisme me semble non pertinente pour le POP. C'est ce qui distingue à mes yeux le POP d'André Muret du PdT de Nicole (de Vincent aussi). Muret craignait bien sûr l'influence et la concurrence des intellectuels, mais il serait faux de parler d'anti-intellectualisme – un mot qui me gêne un peu. Annie Kriegel souligne que, lorsque l'on entrait dans l'appartement d'un communiste, la présence de livres était la première chose qui frappait. Mon chapitre consacré à la culture montre par ailleurs une assez forte présence d'intellectuels, d'artistes, d'écrivains qui ont milité ou sont restés proches du POP. Quant au décalage avec la jeunesse, c'est le lot de presque toutes les formations politiques. Qui en 1968 a prévu les événements de mai ? ou, pour le contexte local, « Lôzane bouge » ?

– Les analyses politologiques actuelles – sur la base d'études électorales interprétant l'attrait du Front National en France ou de l'Union démocratique du centre (UDC) en Suisse sur un électorat traditionnellement ouvrier – parlent beaucoup du « rapprochement des extrêmes » en mentionnant certaines parentés structurelles entre parti d'extrême gauche et parti d'extrême droite. Le reproche de populisme est souvent évoqué. Plus globalement on évoque un électorat plus protestataire que d'adhésion. Quel regard portes-tu sur ce type d'analyse ?

– Je vois les points communs entre le PST et l'UDC surtout au niveau des méthodes d'action et du langage, c'est-à-dire une très bonne utilisation des médias et un langage fait de formules et solutions simplistes. Le slogan « Faire payer les riches » relève du même simplisme que le discours, certes beaucoup plus haineux, selon lesquels les étrangers sont responsables de tous nos maux. Ce genre de propos, séducteurs et faciles, me semble rapprocher les deux formations.

Quant à la notion d'« électorat protestataire », je suis tout à fait d'accord. L'étude des élections et des votations le montrent de manière claire : les mêmes gens qui votaient à gauche commencent à voter UDC, mais cette observation – qui a été souvent instrumentalisée de manière un peu trop facile – est à resituer à mon sens dans un contexte plus global. Les partis politiques dans leur ensemble incarnent de moins en moins un projet idéologique homogène et unifié, ou alors c'est le fait de très petites formations, essentiellement théoriques. Cela doit conduire à une réflexion plus large sur la fonction des partis de manière générale. Quand les gens vont-ils voter ? Lorsque ceux-ci sont concernés par des problèmes particuliers, sectoriels. Le combat politique prendra sans doute davantage cette forme au cours de ces prochaines années.